



Les impacts de l'afflux de déplacés sur les «centres urbains» : analyse des dynamiques plurielles dans les chefs-lieux de commune et région



Vue de Koro, une des localités couvertes par l'étude, juin 2024





Les impacts de l'afflux de déplacés sur les «centres urbains» : analyse des dynamiques plurielles dans les chefs-lieux de commune et région

Conseil Danois pour les Réfugiés - DRC, Janvier 2025

Résumé exécutif

L'afflux massif de populations vers ce que l'on pourrait appeler des « centres urbains » dans la zone du Liptako-Gourma résulte de dynamiques multiples et a des conséquences variées sur la configuration des localités d'accueil ainsi que sur les dynamiques en cours. Koro au Mali, Ouahigouya au Burkina Faso et Téra au Niger subissent, depuis quelques années, un afflux massif et continu de déplacés (réfugiés et personnes déplacées internes). Cet afflux de déplacés et la perception de son impact sur l'exacerbation des tensions et des conflits, tels qu'ils sont rapportés dans les analyses sensibles aux conflits du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), notamment dans les analyses du projet PREVENIR (Prévention et Résilience pour l'Avenir), a justifié la nécessité d'approfondir la question afin d'en examiner plus en détail les contours et implications.

L'étude se concentre sur une analyse approfondie des impacts de l'arrivée massive de personnes déplacées dans ces « centres urbains », en mettant particulièrement l'accent sur une évaluation des effets de ce phénomène sur les dynamiques conflictuelles qui y sont en cours. Elle examine également les stratégies potentielles existantes pour atténuer les conséquences négatives, tout en fournissant des perspectives essentielles pour la consolidation de la paix.

L'étude adopte une approche à la fois qualitative et quantitative, en s'appuyant sur des groupes cibles diversifiés, comprenant des acteurs clés internes à DRC, issus de secteurs variés tels que la consolidation de la paix, la protection, l'urgence, ainsi que les autorités administratives locales et services techniques. Elle inclut également des personnes ressources au sein des partenaires locaux et des acteurs communautaires, tels que les chefs religieux, coutumiers, ainsi que des représentants des femmes, des jeunes, des personnes déplacées internes (PDI), les réfugiés et des communautés hôtes. Les résultats révèlent, en premier lieu, au-delà d'un contexte déjà fragile et caractérisé par une exacerbation des besoins, une variété d'effets imbriqués : une pression sur les ressources naturelles, une surcharge des infrastructures sociales, une inflation accompagnée de la cherté de la vie et d'une pénurie alimentaire, une augmentation de la criminalité et des stratégies de survie, une insuffisance de l'aide humanitaire et une cohésion sociale fragilisée. L'étude met aussi en évidence des répercussions significatives sur les dynamiques conflictuelles, qui varient cependant selon les localités. Enfin, l'analyse met en lumière des opportunités pertinentes pour promouvoir la paix, en s'appuyant sur des mécanismes endogènes et des initiatives existantes qu'il convient de renforcer et de dupliquer, ainsi que sur l'engagement des acteurs locaux œuvrant dans ce sens.

AUTEURS

Cette publication est produite par Sokhna NDIAYE, spécialiste en analyse de conflits, alertes précoces et cohésion sociale, en collaboration avec les équipes pays du projet PREVENIR sous la direction des chefs de projet : Fanny Laetia GUIBLA et Boukari Ouadraogo pour le Burkina Faso, Salihou-Bana MAIGA avec Salif Morogoye (Assistant DHCP) pour le Mali et Oumarou Fouta GARBA pour le Niger.

Revue faite par Hamidou Sabas DIALLO (Responsable Régional Consolidation de la paix et Inclusion) Pathé DIEYE (Coordinateur régional de la recherche sur la consolidation de la paix, projet RECAP), Papa Alioune GUEYE (Regional Project Manager) et Romain SZTARK (Chef des Opérations et subventions Multi-pays).

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre gratitude à l'équipe MEAL Fousseyni Ndiaye du Mali, Nassirou Mahamadou Mato, Yacouba OUEDRAGO du Niger, Boubakary TABOURE du Burkina Faso, Birame Sanou FAYE, Spécialiste en gestion et analyse de données, Daouda SISSOKO (Stagiaire en Gestion et Analyse de Données), Abdoulaye DIALLO (Stagiaire en Gestion de Projets) et à l'ensemble des équipes de DRC et partenaires du projet dans les trois pays pour leur précieuse contribution.

Nos remerciements vont également au ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas (MINBUZA) et à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA) dont le financement a rendu possible ce travail d'enquête et d'analyse.

Enfin, notre reconnaissance particulière s'adresse aux hommes et aux femmes des communautés frontalières qui ont participé aux groupes de discussion, souvent dans des conditions sociales et sécuritaires difficiles et au péril de leur sécurité personnelle. Nous remercions également les autorités locales et coutumières des communautés consultées, ainsi que les autorités administratives des chefs-lieux de Ouahigouya au Burkina Faso, Koro au Mali et Téra au Niger.

T able des matières

Liste des sigles et acronymes.	7
Définition des concepts.	8
Introduction	9
Méthodologie.	11
I. Le contexte de l'afflux : évolution et facteurs explicatifs de la pression induite.....	13
II. L'afflux de déplacés et répercussions dans les centres urbains : la cartographie des effets.....	20
III. Effets de l'afflux de déplacés et la pression induite sur les dynamiques conflictuelles de la localité	26
IV. La mise à profit de la cohésion sociale pour atténuer la pression et les effets négatifs sur les conflits.	31
Conclusion et recommandation.	35
Bibliographie.....	38

Liste des sigles et acronymes

AFD	Agence Française de Développement
AREN	Association pour la Redynamisation de le l'Elevage au Niger
APABUFAD	Association Arbre à palabres pour le développement au Burkina Faso
AVEC	Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
COFO	Commissions foncières
CONASUR	Le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CRUS	Conseil Régional des Unions du Sahel
DHCP	Désarmement Humanitaire et la Consolidation de la Paix
DTM	Matrice de Suivi des déplacements
DRC	Danish Refugee Council
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
LASDEL	Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local
MEAL	Monitoring, Evaluation, Accountability, and Learning
NFI	Non-Food Items
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OREPREGECC	Observatoire Régional de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires
PAF	Cadre Analytique de Protection
PDI	Personne déplacée interne
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PREVENIR	PREVENIR (Prévention et Résilience pour l'Avenir)
SARE	Sécurité Alimentaire et Relèvement Economique
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
UN-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.
VBG	Violences Basées sur le Genre
WASH	Eau, Hygiène et Assainissement

Définition des concepts

Centre Urbain

La distinction entre zones urbaines et rurales repose sur l'hypothèse que les zones urbaines, quelle que soit leur définition, offrent un mode et un niveau de vie généralement plus élevé que les zones rurales[1]. Les villes de Ouahigouya, Koro et Téra sont considérées dans le cadre de cette étude comme urbaines en raison de la concentration des services et infrastructures ainsi que du niveau de vie plus élevé malgré leur éloignement des grandes métropoles des pays concernés.

Afflux de déplacés

On entend par « afflux de déplacés » l'arrivée dans la Communauté d'un nombre important de personnes déplacées, en provenance d'un pays ou d'une zone géographique déterminée, que leur arrivée soit spontanée ou organisée[2].

Chef-lieu de commune ou région

Un chef-lieu est la ville ou commune principale d'une circonscription territoriale, où sont situées les principales institutions administratives, gouvernementales et les services sociaux de base de la région. Il joue un rôle central dans la gestion locale et donne généralement son nom à la circonscription qu'il administre.

Conflits

Le conflit est un élément normal de toute interaction humaine. Il n'est pas nécessairement négatif. Un conflit survient lorsque deux ou plusieurs parties estiment que leurs intérêts sont incompatibles, qu'elles expriment des attitudes hostiles ou entreprennent des actions qui portent atteinte à la capacité des autres parties à défendre leurs propres intérêts[3].

Sensibilité au conflit

Ce concept renvoie à la capacité d'une organisation à : Comprendre le contexte dans lequel elle opère ; Comprendre les interactions entre son intervention et le contexte ; et Agir selon la compréhension de ces interactions, afin d'éviter les effets négatifs et de maximaliser les effets positifs sur le conflit et sur la paix[4].

[1] Nations Unies. (2017). Méthodes pour l'analyse de la densité urbaine. United Nations Statistics Division. <https://unstats.un.org/unsd/demographic/sconcerns/densurb/densurbmethods.htm>

[2] Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil.

JO L 212 du 7.8.2001, p. 12-23 (ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV)

[3] Danish Refugee Council & Danish Demining Group. (2020, juillet). Lignes directrices relatives à l'analyse de conflits. <https://pro.drc.ngo/media/ls2omgvy/conflict-analysis-guidelines-public-version.pdf>

[4] Danish Refugee Council & Danish Demining Group. (2020, juillet). Lignes directrices relatives à l'analyse de conflits. <https://pro.drc.ngo/media/ls2omgvy/conflict-analysis-guidelines-public-version.pdf>



INTRODUCTION

L'urbanisation rapide de l'Afrique constitue un phénomène majeur du XXI^e siècle. Les projections suggèrent, en effet, que la population urbaine du continent **deviendra la deuxième plus importante à l'échelle mondiale d'ici 2050**. Cette transformation démographique est le résultat d'une croissance **constante, en moyenne de 4% par an**, entre 1950 et 2018[5]. Une caractéristique notable de cette évolution est, par ailleurs, **la tendance à l'extension des villes moyennes vers leurs périphéries rurales**, plutôt que la croissance massive des mégapoles.

[5] Agence Française de Développement (AFD). (2020). « L'urbanisation, une tendance forte du peuplement africain ». Dans Atlas de l'Afrique, pour un autre regard sur le Continent (p. 62). Arman Colin.

La région du Liptako-Gourma, située à la frontière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, fait face à des **défis multidimensionnels** qui touchent également ses « centres urbains ». Les **conflits armés, l'insécurité croissante** et les **impacts du changement climatique** provoquent un **déplacement massif des populations vers ces zones, perçues comme offrant un meilleur accès aux ressources et à la protection.**

Cependant, cet afflux massif de personnes déplacées ne se fait pas sans conséquences. Les centres urbains de la région subissent **une pression croissante sur leurs infrastructures et leurs ressources, exacerbant les tensions et les rivalités pour l'accès aux ressources limitées.** Cette situation complexe (relevée dans la plupart des analyses du Conseil Danois pour les Réfugiés) nécessite une analyse approfondie pour **comprendre les implications et orienter les interventions visant à atténuer les conflits et à promouvoir la cohésion sociale.**



Dans ce contexte, **le projet PREVENIR (Prévention et Résilience pour l'Avenir) se positionne comme une réponse stratégique.** Ce projet, cofinancé par les ministères des affaires étrangères des Pays-Bas et du Danemark, et mis en œuvre par le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) en collaboration avec des partenaires locaux et des institutions étatiques, vise à réduire les conflits locaux et à atténuer l'impact de la violence armée dans les zones frontalières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, particulièrement dans la région du Liptako-Gourma.

Cette publication s'inscrit dans le cadre de ce projet dont l'analyse et la compréhension de l'évolution du contexte et ses dynamiques sont des priorités fondamentales intégrées dans ses cadres d'orientation stratégique. Elle se concentre ainsi sur **une évaluation approfondie des impacts de l'arrivée massive de personnes déplacées dans les centres urbains**, en examinant particulièrement **les effets de ce phénomène sur les dynamiques conflictuelles observées.** L'objectif de l'analyse est également **d'identifier des stratégies potentielles pour atténuer les conséquences négatives tout en fournissant des perspectives essentielles pour la consolidation de la paix.** En somme, cette publication vise à éclairer par le biais de perspectives stratégiques, les actions de DRC et de ses partenaires, ainsi que celles de tous les acteurs intervenant dans le contexte du Liptako Gourma, afin de mieux répondre aux défis croissants posés par cette nouvelle dynamique constatée dans les zones urbaines.



METHODOLOGIE

Cette étude repose sur les cadres d'analyse de DRC, notamment **les lignes directrices pour l'analyse des conflits** et le **cadre analytique de protection (PAF)**. Trois questions principales ont guidé la réflexion :

- **Quelles sont les répercussions de l'afflux massif de déplacés sur la dynamique locale ?**
- **Comment cette arrivée influe-t-elle sur les tensions et conflits préexistants dans les centres urbains ?**
- **Quelles stratégies peuvent être déployées pour atténuer les impacts négatifs sur la cohésion sociale et la paix ?**

Pour répondre à ces interrogations, nous avons adopté une approche méthodologique combinant à la fois des **méthodes quantitatives et qualitatives** de collecte de données. **Les parties prenantes consultées incluent des acteurs internes et externes à DRC, en particulier les partenaires, ainsi que les communautés locales et les autorités locales.** [6]. Les zones d'étude ciblées en raison de leurs enjeux liés à l'afflux de déplacés sont **Ouahigouya** (Burkina Faso), **Koro** (Mali) et **Téra** (Niger). En plus de la collecte de données sur le terrain, nous avons examiné **les analyses produites dans le cadre du projet PREVENIR** (Analyses de contextes/Conflits et les analyses rapides de conflits), de DRC et de ses partenaires, ainsi que des données secondaires provenant d'institutions telles que OCHA, UNHCR, l'UNHABITAT, le PNUD, l'AFD et la Banque mondiale. Les données ont ainsi été traitées et analysées pour fournir des perspectives stratégiques sur la gestion des défis liés à l'arrivée massive de déplacés dans la région du Liptako Gourma.

Les entretiens ont été réalisés au mois de juin 2024 dans les trois localités. Dans le cadre de la collecte de données quantitatives, un échantillon de **203** participants a été interrogé, réparti comme suit: **76** au Niger, **32** au Burkina Faso, et **95** au Mali. Les participants ont été sélectionnés de manière par convenance en raison des contraintes liées au contexte opérationnel, notamment des contraintes de temps et des ressources limitées. Cela signifie que seuls les individus présents dans les zones d'enquête au moment de la collecte de données ont été interrogés. En conséquence, les données recueillies ne sont pas représentatives de l'ensemble de la population des régions ciblées. Elles fournissent cependant un aperçu des dynamiques locales observées parmi les personnes interrogées. Les résultats doivent donc être interprétés avec prudence et en tenant compte de cette limite méthodologique.

Parallèlement, une collecte de données qualitatives a impliqué **58** participants dans chacun des trois pays, répartis à travers cinq entretiens de groupe par pays [7]. La taille des groupes variait en moyenne entre **3** et **9** personnes : cette disparité étant principalement due aux défis administratifs et sécuritaires rencontrés dans certaines zones.

- Des entretiens collectifs avec les individus clés interne à DRC (DHCP, Protection et urgence particulièrement),
- Des entretiens collectifs avec les acteurs de la gouvernance locale et des services techniques (Maire, Chef de Canton, Village, Direction de l'action sociale, Gouverneurs, Conseillers municipaux, Secrétaires Généraux, FDS),
- Des entretiens collectifs avec les personnes clés au sein des partenaires de DRC (TASSAGHT, CRUS, AREN),
- Des entretiens collectifs avec les acteurs communautaires (chefs religieux, coutumiers, associations de femmes, de jeunes, représentants PDI, réfugiés, représentants communautés hôtes),
- Des entretiens collectifs avec les acteurs de développement, acteurs humanitaires, acteurs impliqués dans la consolidation de la paix.

La collecte quantitative a été menée auprès de la même catégorie de population cible, à l'exception des personnes déplacées internes et des réfugiés. Cette exclusion s'explique par la nature spécifique des questions posées, axées sur leur perception des impacts liés à l'arrivée de déplacés et sur les effets particuliers de cet afflux dans l'aggravation des tensions et des conflits au sein de la localité..

Cette étude examine quatre aspects clés liés à l'afflux de population. La première partie regardera de près **la corrélation entre les flux de déplacés et leur accès aux ressources et aux services essentiels**. Nous ferons ensuite, dans la seconde partie, une mise en lumière des **implications de cette connexion, en mettant en évidence les effets qui en découlent**. Dans la troisième partie, nous nous pencherons sur les **implications spécifiques des mouvements de population sur les conflits locaux**. Nous analyserons, ainsi, en détail comment ces afflux influent sur les dynamiques conflictuelles au niveau local. Enfin, nous explorerons comment la promotion de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix peut contribuer à atténuer la pression générée par les flux et à réduire les effets négatifs sur les conflits.

[6] Il s'agit entre autres : des chefs religieux et coutumiers, d'associations, de représentants des personnes déplacées internes et de communautés d'accueil, de maires, chefs de canton, les directions de l'action sociale, des services techniques, gouverneurs, conseillers, secrétaires généraux, FDS ainsi que divers acteurs du développement, de l'humanitaire et de la consolidation de la paix présents dans la région.

[7] Bien que ces sessions aient été initialement désignées comme des focus groups, en raison de la variabilité du nombre de participants (3- pour un seul entretien de groupe - à 9 par groupe), elles sont également qualifiées d'entretiens de groupe dans l'Etude).



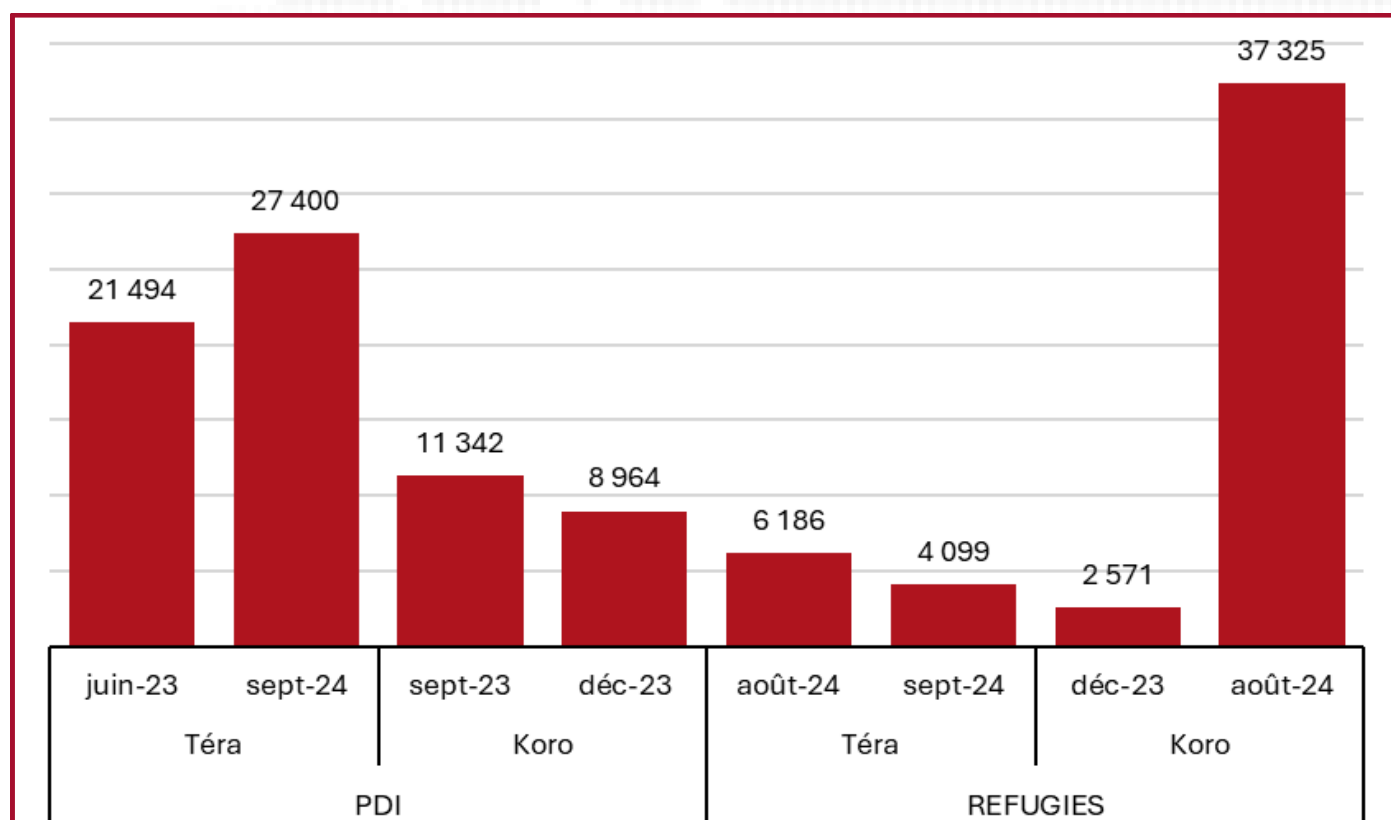
Le contexte de l'afflux : évolution et facteurs explicatifs de la pression induite

Pour comprendre pleinement les répercussions de l'arrivée des personnes déplacées dans les centres urbains, il est essentiel d'examiner les variations des nombres de déplacés dans les zones concernées à différentes périodes de l'année. **Koro, Ouahigouya et Téra, au-delà d'être situés dans la zone du Liptako-Gourma**, partagent aussi et surtout la particularité d'avoir connu, au cours des trois dernières années, un afflux continu de réfugiés et de PDI.

Ces données révèlent, parfois, une certaine régression même si la perception générale (en tenant en compte également des données des enquêtes qualitatives) est un afflux croissant et continu. Les données récentes sur la situation au Burkina Faso sont limitées, mais selon les dernières informations officielles disponibles du CONASUR, environ 147 134 personnes déplacées internes (PDI) étaient enregistrées dans cette région au 31 mars 2023[8]. Ces résultats s'expliquent par le déguerpissement presque total des communes de Thiou et Tangaye. En revanche, l'afflux de déplacés dans cette localité a fortement diminué en 2024, avec environ 15 villages aux alentours de Ouahigouya qui ont été réinstallés.

Contrairement à Ouahigouya, la ville de Koro voit l'arrivée constante de déplacés, comme le montrent les données ci-dessous. Un déplacé interne vivant à Koro depuis plus de trois ans indique que chaque jour, de nouveaux arrivants, qu'ils soient PDI ou réfugiés, envahissent la ville, la rendant ainsi surchargée. Depuis 2022, Koro fait face à un afflux massif de personnes déplacées venant de l'intérieur du pays et des pays voisins, principalement de la région de Yatenga (Ouahigouya) au Burkina Faso en raison de la situation sécuritaire. Cette arrivée quotidienne concerne surtout des femmes, des enfants et des personnes âgées, souvent dans des conditions précaires.

Graphique 1 : Variations ponctuelles des nombres de PDI et de réfugiés à Téra et Koro (2023-2024)



Sources des données : DTM-Mali (rapports de décembre 2023 et septembre 2023), Ministère de l'Action Humanitaire-Niger (rapports de juin 2023 et septembre 2024) pour les données sur les personnes déplacées internes (PDI), et UNHCR, principalement pour les données relatives aux réfugiés[9].

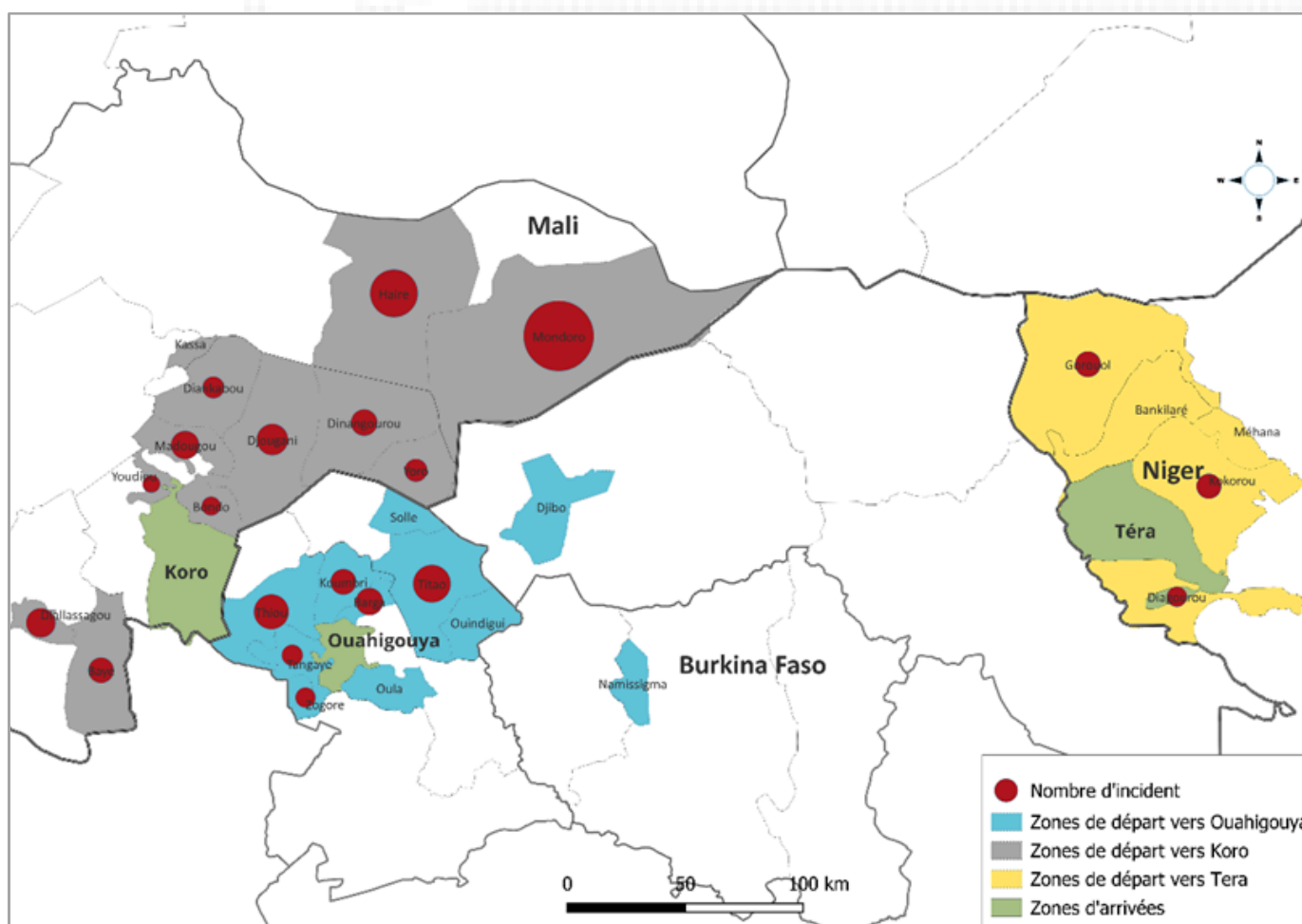
[8] Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). (2023, mars). Rapport mensuel Monitoring de Protection – Mars 2023 - Plateau Central (Document interne).

[9] Données concernant Koro pour les réfugiés sont fournies par la Mairie pour l'année 2023 et par la Commission nationale chargée des réfugiés (CNCR) pour l'année 2024, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Selon l'agent du CNCR, l'enregistrement dans la localité n'a débuté qu'en janvier 2024

À Téra, au Niger, un constat similaire se dégage : en effet il y a un grand nombre de déplacés recensés dans la ville dont la plupart sont arrivés entre 2022 et 2023. En effet, bien que le flux d'arrivées dans la localité demeure constant et régulier, la concentration de ces populations dans la localité et l'absence de retours sont des problématiques notables. Selon l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), environ 24,3 millions de déplacements internes ont été enregistrés en Afrique de l'Ouest entre 2009 et 2023[10].

Cet afflux vers ces « centres urbains » s'explique particulièrement par la détérioration de la situation et l'insécurité qui sévit dans les localités environnantes et l'espoir d'avoir accès à certains services sociaux

Carte 1 : Incidents de violence et flux de déplacés vers Ouahigouya, Koro et Téra



Source : Données du projet PREVENIR (PDI) et base de données ACLED pour les incidents (31/08/2012 à 09/01/2024).

[10] IDMC (2024) : Déplacement interne en Afrique : évolution des tendances (2009-2023), Internal Displacement Monitoring Centre, P. 31, <https://doi.org/10.55363/IDMC.VYIL2669>

L'insécurité, un facteur clé de l'afflux

L'analyse de ces données, complétée par la carte des flux de déplacés vers les centres urbains, met en évidence que la situation résulte principalement de la **détérioration de la sécurité**, aggravée par les attaques des groupes armés. L'augmentation des déplacés est directement liée à ces violences et exactions. Le Burkina Faso semble être plus marqué par des menaces directes et des ultimatums adressés à la population, en plus des violences généralisées. « Dans la région de Ouahigouya, des tensions ont été observées ces derniers mois, avec des incidents affectant les populations locales et des mouvements inhabituels enregistrés dans certaines localités », (informations recueillies en juillet 2024). Koro connaît une situation quasi similaire, impacté au-delà des dynamiques conflictuelles en cours dans le pays par la situation sécuritaire du Burkina Faso. Les groupes armés attaquent et détruisent les moyens de subsistance des communautés rurales, provoquant des déplacements massifs. Les attaques répétées de villages, les tueries, enlèvements, destructions, pillages de biens et extorsions de bétail expliquent le flux. Des tensions intercommunautaires surgissent dans certaines régions, surtout celles proches des frontières. Parallèlement, des violences ciblées et des conflits antérieurs exacerbent la situation. Les opérations militaires poussent aussi de nombreux habitants à chercher refuge dans des zones perçues comme plus sécurisées. A Téra, les facteurs explicatifs de l'insécurité sont particulièrement l'incursion des groupes armés dans les villages, les représailles, les règlements de comptes et le manque de moyens de subsistances. D'autres facteurs expliquent également les mouvements de population, notamment les stigmatisations, les amalgames mais aussi la recherche de perspectives, etc. « **Ma commune en particulier mon village est traité de collaborer avec les Groupes armés et cela a beaucoup d'implications** » (entretien, Koro, juillet 2024).

Dans ce contexte tumultueux, les populations locales sont confrontées à des défis sans précédent, les forçant à fuir leurs foyers et à chercher refuge dans les centres urbains, où l'accès aux ressources, aux services et à la protection semble plus assuré. Dans l'ensemble, ces facteurs de violence généralisée, de destruction de moyens de subsistance, et d'absence de sécurité semblent être les principaux moteurs des déplacements de populations dans la région.



Avant d'examiner les conséquences de l'afflux dans la deuxième partie, il est important de faire la revue des besoins et attentes des nouveaux arrivés et de faire un petit état des lieux des ressources et services généralement disponibles dans ces centres urbains ainsi qu'un aperçu des principaux mécanismes et efforts mis en place pour gérer l'accueil des PDI et réfugiés. La première implication avec l'afflux de déplacés est en lien avec l'augmentation des besoins au sein des localités d'accueil et l'engagement des efforts ainsi que des ressources pour assurer une prise en charge adéquate.

Bien que la plupart des **besoins soient similaires et associés à des aspects fondamentaux tels que le logement, la nourriture, la santé** et la possibilité de mener des activités garantissant une certaine autonomie, des particularités ou des demandes spécifiques émergent en fonction des caractéristiques de chaque localité.

Des besoins divers et marqués

Ces éléments ne sont pas exhaustifs mais relèvent la récurrence des besoins les plus relevés dans chaque pays par les enquêtés et souvent en lien avec les défis spécifiques des zones. encore. À Koro, la pénurie d'eau résulte principalement d'une insuffisance locale de cette ressource, malgré l'afflux de population et la pression qui en découle. Alors que les besoins à Koro et Ouahigouya sont essentiellement primaires, ceux de Téra se distinguent par des attentes qui dépassent la simple survie, telles que l'accès aux pièces d'état civil, aux soins de santé et à l'éducation[11]. La situation sécuritaire relativement plus stable dans les villages environnants, par rapport aux deux autres localités, pourrait expliquer à la fois cette différence de priorités et peut être aussi, la situation de dénuement des déplacés à leur arrivée. Cependant, des informations complémentaires relèvent aussi pour les localités de Koro et Ouahigouya un besoin criant d'accès aux soins de santé et à des pièces d'état civil.

Tableau 1 : Principaux besoins accentués par l'afflux par centre urbain

Centres urbains	Besoins accentués (relevés par les enquêtés)
Koro	Accès à l'eau potable, logement et abris, terres cultivables
Ouahigouya	Logement, bois de chauffe, accès à des terres cultivables, accès à l'eau potable
Téra	Accès à l'eau potable, accès aux soins de santé, éducation, accès au foncier (habitat et activités socio-professionnelles), obtention des pièces d'état civil

Source : Résultats des enquêtes qualitatives menées dans le cadre de cette étude

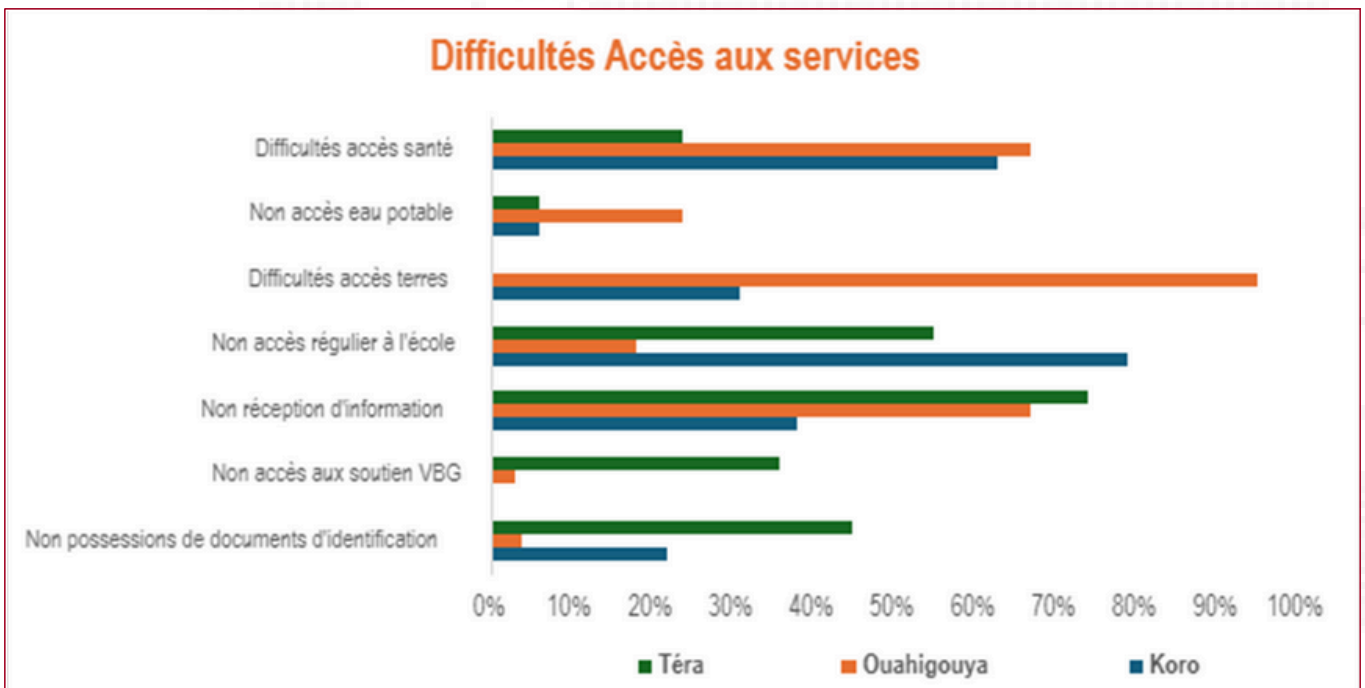
[11] Il convient de noter que ces besoins existent aussi à Koro et Ouahigouya, même s'ils sont moins souvent évoqués par les personnes interrogées.

État des ressources, services et infrastructures dans nos zones d'étude

Ce graphique, basé sur les données du Projet 21 (P21) [12] illustre les principaux défis d'accès rencontrés par les personnes déplacées et les communautés hôtes. À Téra, les principaux défis relevés concernent le manque d'accès à l'information, l'accès régulier à l'école et l'obtention de documents d'identification. À Ouahigouya, les répondants soulignent particulièrement les difficultés liées à l'accès à la terre, à l'information, ainsi qu'aux services de santé. A Koro, les défis majeurs sont l'accès régulier à l'école, à la santé, et également à l'information. L'accès à l'information est le seul défi commun aux trois localités, ce qui justifie une analyse approfondie pour en comprendre les contours et les implications.

Les centres urbains, bien qu'ils abritent les principaux services de la région, présentent une offre limitée, avec un accès souvent difficile pour certains groupes sociaux.

Graphique 2 : Difficultés Accès aux services



Source : Monitoring de Protection Projet 21 (Janvier - Juin 2024), unités administratives de troisième niveau (Admin 3) de Koro, Ouahigouya et Téra.

[12] Le Projet 21 est un écosystème d'outils de Monitoring de Protection harmonisés, inter-agences et multiPays, pour analyser régulièrement la situation et les risques de protection dans quatre pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger, et la région du Lac au Tchad)

Dans un contexte déjà fragile

Il convient de souligner que la raréfaction des ressources, le manque de services et d'infrastructures précédaient l'arrivée des déplacés. Cependant, l'afflux soudain et massif de personnes déplacées dans ces localités a considérablement amplifié la pression existante. Traditionnellement les habitants de ces trois centres urbains tiraient principalement leurs moyens de subsistance de l'agriculture et de l'élevage. Cependant, outre les préoccupations en matière de sécurité, ces secteurs sont désormais confrontés aux effets néfastes du changement climatique, la réduction des espaces cultivables provoquée par la présence accrue des groupes armés au niveau des localités et à d'autres facteurs de dégradation des ressources naturelles. Ainsi, les ressources vitales pour ces secteurs se réduisent, ce qui a déjà engendré des rivalités pour l'accès à la terre, à l'eau et aux pâturages, et ce bien avant l'arrivée des mouvements de population. Cette fragilité des systèmes de production en lien aussi avec les changements climatiques explique en grande partie la pression sur ces ressources.



Il faut également noter que, dans ces zones, les activités socio-professionnelles menées en dehors des centres urbains sont impactées par l'insécurité et les interdictions imposées par certains groupes armés. Cela explique l'afflux de population et la pression accrue sur les ressources disponibles dans les localités urbaines.



Une gestion de l'afflux marquée par des limites

Dans la gestion de l'afflux de déplacés, chaque localité adopte une approche distincte, bien que certaines similitudes existent. À Ouahigouya, le dispositif infrastructurel est robuste offrant une gamme de services tels que l'accès à l'eau potable, le soutien WASH, l'aide alimentaire et des logements, soutenus par une coordination efficace entre les services techniques de l'État, les agences des Nations Unies, les ONG et les associations locales. En revanche, à Koro, même si des services identiques sont fournis, les interventions sont souvent ponctuelles en raison de l'afflux constant de déplacés, ce qui entraîne une insuffisance des services qui ne répondent pas toujours aux besoins des populations. À Téra, des services similaires sont aussi fournis, avec une satisfaction notable pour les cliniques mobiles. Toutefois, à Téra, des inégalités d'accès aux services et une distribution déséquilibrée de l'aide sont observées, exacerbées selon les répondants par la distance géographique et une coordination parfois défailante entre les acteurs. Cependant, la situation s'est améliorée grâce à l'ouverture d'un sous-bureau de l'OCHA et à la nomination d'un représentant de l'action humanitaire, ce qui a renforcé la coordination des acteurs. L'amélioration a également été favorisée par la mise en place d'un dispositif d'accueil et d'enregistrement des nouveaux déplacés.

Les trois localités ont connu une forte augmentation de leur population, principalement en raison de l'instabilité sécuritaire et des conflits dans les villages et pays voisins. Cet afflux se produit dans un contexte déjà vulnérable, où l'accès aux ressources et aux services était déjà limité, accentuant ainsi la pression sur ces dernières (ressources) et entraînant de multiples répercussions à différentes échelles.



II.

L'afflux de déplacés et répercussions dans les centres urbains : la cartographie des effets

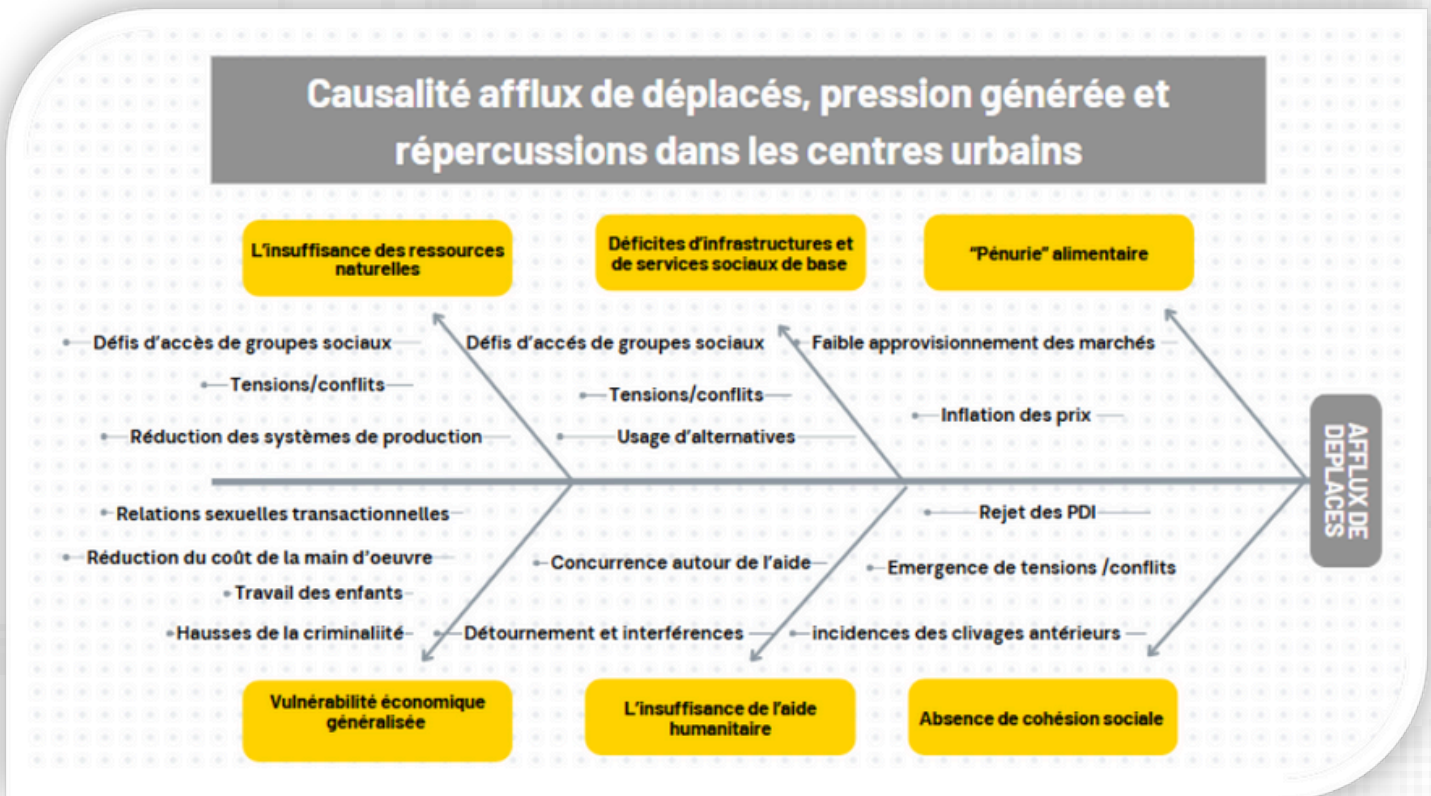
« La présence massive des déplacés a impacté la ville. Tout d'abord, la ville est submergée : les prix des produits de première nécessité ont augmenté, et certains produits sont en rupture de stock. Il y a une forte tension autour des ressources et des services publics, tels que les points d'eau, le marché, les moulins et les centres de santé. On observe également une augmentation du nombre de personnes vulnérables et de mendiants dans la ville. Le trafic routier, désormais plus intense, provoque aussi des accidents. »

(Entretiens collectifs, acteurs de développement, humanitaire et consolidation de la paix, Koro)

Le témoignage met en lumière les multiples implications de l'afflux de population dans les “centres urbains”. Cependant, **le schéma ci-dessous**, élaboré à partir d'une réflexion menée avec des acteurs humanitaires et des leaders communautaires ressortissants des trois pays concernés, illustre de manière plus précise les principales répercussions de cet afflux dans les localités étudiées.

L'afflux massif de populations déplacées entraîne des **répercussions importantes, variant selon les spécificités de chaque centre urbain**. Cet afflux modifie drastiquement la configuration des localités concernées, particulièrement les dynamiques sociales et économiques. Il renforce également les **tensions et les rivalités pour l'accès aux ressources et services** déjà limités, exacerbant les conflits et les problèmes de sécurité existants.

Schéma 1 : Causalité afflux de déplacés, pression générée et répercussions dans les centres urbains



Source : Analyse des données issues des travaux des groupes, atelier de capitalisation du projet PREVENIR (mars 2024)

Les implications sont généralement évaluées par localité à travers plusieurs aspects : **la pression sur les ressources naturelles, la surcharge des services et infrastructures, et l'augmentation du coût de la vie**. Ces éléments accentuent la **vulnérabilité**, entraînant diverses autres répercussions. Les données des zones d'intervention montrent ainsi **une compétition accrue autour des ressources notamment l'aide humanitaire, une hausse de la criminalité, des cas d'abus et d'exploitation sexuelle**, et des accidents de la route, ainsi qu'une **méfiance et stigmatisation liées aux groupes armés** accentuant ainsi les tensions et conflits.

Une pression sur les ressources naturelles :

L'arrivée massive de personnes déplacées dans les trois localités exerce une forte pression sur les ressources naturelles, notamment l'eau, les terres cultivables et le bois de chauffe. À Koro, où l'accès à l'eau était déjà déficient[13], la présence de plus de 35 964 PDI, dont 27 000 réfugiés burkinabé (données fournies par la mairie locale), aggrave la pénurie d'eau provoquant aussi des tensions, selon les répondants.

À Téra, la forte demande en eau dépasse largement l'offre, entraînant, selon les répondants de cette localité, des conflits entre les PDI et les communautés hôtes. À Ouahigouya, les PDI occupent parfois des terres cultivables, limitant l'accès pour les habitants et exacerbant la pression sur les ressources naturelles. Cette situation entraîne des répercussions sur la santé publique, l'agriculture[14], et engendre des conflits autour de l'accès à l'eau et aux terres. D'après un participant à l'un des entretiens collectifs menés à Ouahigouya avec des acteurs du développement, de l'humanitaire et de la consolidation de la paix : « **Les communautés impactées par la crise dans la région du Nord et arrivées à Ouahigouya n'ont plus accès à leurs terres et ne peuvent plus cultiver. Même les habitants de la ville de Ouahigouya n'ont plus accès à leurs terres cultivables. En effet, un autre constat à Ouahigouya est que les PDI occupent parfois les terres cultivables. Cela entraîne une pression sur les ressources naturelles dans la commune.** ».

La surcharge des infrastructures sociales

En raison de l'afflux, la population augmente à un rythme rapide, dépassant la capacité des infrastructures sociales. À Koro et Téra, les **centres de santé** sont surchargés, avec une hausse des consultations et un manque de médicaments et de personnel. À Ouahigouya, **l'occupation des écoles** impacte l'éducation. Il est constaté à Ouahigouya et Koro, une **pression sur les logements** et une **hausse des prix des denrées alimentaires**. Les **services administratifs sont également submergés** par les demandes croissantes. Le manque de coordination et de ressources, malgré les efforts de OCHA et des acteurs de l'urgence, affecte aussi la qualité et la disponibilité des services essentiels. Dans la ville de Ouahigouya encore, la forte concentration des PDI est réputée même être « **perceptible dans l'ensemble de la ville et même dans toutes les rues, dans les lieux de distribution de l'aide humanitaire, etc.** ». Cela a occasionné aussi la nécessité d'ériger des nouveaux sites d'accueil temporaires (SAT).

Un répondant relève d'ailleurs, l'absence de filets sociaux structurés avec des services de protection ou d'action sociale qui sont pour la plupart non opérationnels en raison du manque de ressources financières. Selon un acteur humanitaire à Koro : « **Les défis s'expliquent particulièrement par la demande croissante dans tous les secteurs d'intervention, tels que la SARE, la protection, les abris, les NFI, la santé et la WASH (les besoins humanitaires les plus urgents répertoriés par OCHA), etc.** ».

Inflation, cherté de la vie et pénurie alimentaire

Les trois localités concernées, connaissent une **inflation significative**, amplifiée par l'arrivée massive de déplacés. La première répercussion constatée est la **hausse des prix des produits** de première nécessité, ainsi que celle des **loyers** et de certaines **ressources naturelles**. À Ouahigouya, les prix des denrées alimentaires, des logements et du bois de chauffe ont fortement augmenté. La hausse des prix des produits de première nécessité à Téra est aussi provoquée par la fermeture de plusieurs frontières de ravitaillement à la suite du changement institutionnel au Niger. À Koro, les prix des aliments de base, notamment des céréales, ont fortement augmenté, mettant de nombreuses familles locales en difficulté économique. À Koro, l'arrivée massive de déplacés a profondément modifié le marché local. Le prix du mil, par exemple, a doublé en un an. Selon le président des commerçants et représentant de la chambre de commerce locale, le prix du sac de 100 kg est passé de 22 500 FCFA à 35 000 FCFA depuis l'arrivée des déplacés. Il précise, cependant que le prix varie en fonction des commerçants et des différentes saisons. Les loyers y ont connu dans toutes les trois localités une hausse spectaculaire, rendant le logement inaccessible pour de nombreux habitants. De plus, les personnes déplacées achètent des terres et des champs à des prix élevés, ce qui fait grimper le coût des terrains pour les résidents locaux. Les participants d'un des entretiens collectifs à Koro relèvent fortement cette dynamique présente presque dans toutes les trois localités : « À cause PDI du Mali et des réfugiés du Burkina Faso, les locations des maisons sont devenues très chères dans la ville de Koro. Le marché est submergé, il y a des conflits qui éclatent par-ci par-là dans le marché. La population hôte a profité de la présence massive des déplacés pour augmenter le prix des denrées alimentaires. Les assistances des ONG sont insuffisantes. Avec la présence des déplacés, les propriétaires terriens vendent leurs terrains aux déplacés, et les lots, champs de culture sont devenus plus chers ».

[13] Dans cette localité, les déplacés ont un accès très limité à l'eau potable en raison de son coût élevé, ce qui les pousse à utiliser principalement l'eau de pluie.

[14] L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités économiques de la localité.

Une criminalité et des stratégies de survie (délinquance, prostitution, travail des enfants) :

L'afflux massif de populations accroît les inégalités socio-économiques et la vulnérabilité des communautés locales, intensifiant un climat d'insécurité et conduisant certains à l'adoption de stratégies de survie. La perception d'une augmentation de la criminalité liée à l'afflux de réfugiés est généralisée. À Koro, l'arrivée de réfugiés burkinabè a, selon certains répondants, entraîné une hausse du banditisme, des cambriolages, de la prostitution et de la consommation de drogues. À Ouahigouya, la délinquance juvénile augmente particulièrement, poussée par la précarité économique. À Téra, le constat est également que l'afflux de déplacés participe à l'exacerbation de la criminalité, en particulier les vols et le banditisme. Des stratégies de survie néfastes sont aussi adoptées pour faire face à la vulnérabilité et à la précarité, comme l'indique cet acteur humanitaire qui intervient à Ouahigouya : **« Quand les familles arrivent, la plupart n'ont aucun moyen de subsistance. Parties dans l'urgence, elles ont perdu toutes leurs ressources. Ainsi, tous les membres de la famille sont mis à contribution : hommes, femmes et enfants. Les enfants sont souvent envoyés sur les sites d'orpillage ou deviennent employés de maison faute d'alternatives »**. Ce phénomène est assez récurrent et engendre aussi une déscolarisation des enfants PDI et réfugiés. D'autres stratégies de survie émergent, entre autres, une augmentation notable du nombre de mendiants en raison d'une vulnérabilité généralisée, ainsi qu'une hausse de la prostitution. Pour conclure, il semblerait que, la vulnérabilité, la faible réponse étatique et l'insuffisance de l'aide humanitaire influent sur la recherche d'alternatives pour survivre.

La récurrence des cas d'abus et d'exploitation sexuelle

Dans certaines zones de concentration des personnes déplacées internes et réfugiées (cas de Koro et Ouahigouya), les enquêtes relèvent une perception généralisée de l'existence à une importante échelle d'abus sexuels et d'exploitation. Cette situation (si elle est avérée) pourrait s'expliquer par la précarité à laquelle sont exposées les femmes qui sont extrêmement vulnérables. À Koro, l'exploitation sexuelle, la prostitution et les abus auraient pris de l'ampleur avec l'arrivée des populations déplacées internes (PDI) et des réfugiés. Pour ce qui est de la communauté autochtone, les témoignages relèvent

l'augmentation de la prostitution clandestine, tandis que les PDI et réfugiés pratiquent souvent le « sexe de survie », échangeant des services sexuels contre certains avantages. Elles sont également vulnérables aux abus particulièrement dans le cadre des travaux domestiques, comme en témoigne une réfugiée : **« Je suis une réfugiée, je suis partie de chez moi avec mes enfants sans ressources. Arrivée ici, il n'y a pas de solution, donc j'ai commencé à passer de porte à porte pour faire la lessive. Un jour, un fonctionnaire m'a invitée à nettoyer sa maison après que j'ai fini de faire la lessive. Il a profité de la situation pour coucher avec moi »**[15]. Le fait le plus préoccupant est que selon les équipes de protection, malgré la gravité de la situation, peu de victimes osent dénoncer ces abus. En effet, toujours selon eux, lors de la dernière réunion des acteurs contre les violences basées sur le genre, un seul cas de violence sexuelle a été officiellement rapporté, bien que les témoignages informels révèlent une réalité beaucoup plus préoccupante.

Insuffisance de l'aide humanitaire

Dans les trois localités, on observe une insuffisance de l'aide humanitaire face au nombre croissant de personnes déplacées. **Les demandes d'assistance augmentent, mais les capacités de réponses demeurent limitées.** Au-delà de **l'accès aux services et assistances**, ce phénomène engendre divers autres obstacles dans la coordination de l'aide. Il s'agit de **retards dans l'enregistrement** et l'accès aux services essentiels enregistrés. À Ouahigouya, c'est particulièrement l'enregistrement des personnes déplacées internes et les retards dans la **disponibilité des données** qui sont relevés. Les répondants de Téra pointent aussi du doigt les défis liés à la **délivrance de documents d'identité** malgré l'appui de certaines organisations humanitaires qui mènent des actions dans ce cadre. À Koro, les répondants relèvent aussi **l'insuffisance de l'action** humanitaire face à l'arrivée continue de déplacés et l'insécurité qui ne favorisent pas l'accès à l'aide aux déplacés résidant dans les villages aux alentours. Les difficultés liées aux **ciblages** face à l'afflux important compromettent aussi la **précision des recensements**, engendrant des doublons et **occasionnant souvent contestations et frustrations**. La faible prise en compte dans les réponses d'assistances humanitaires des populations hôtes constitue un autre défi. L'insuffisance de financement restreint également les efforts d'aide. En résumé, la gestion de l'aide humanitaire dans ce contexte constitue un défi quotidien en raison des capacités logistiques, financières et humaines limitées des acteurs présents face à l'afflux.

Analyse de la cohésion sociale



Une cohésion sociale fragilisée

L'une des implications de l'arrivée des populations déplacées réside dans la fragilisation de la cohésion sociale au sein des communautés hôtes des localités concernées. La communauté hôte subit aussi la pression sur les ressources et services, l'inflation et ils sont de plus en plus exposés à la précarité et à une vulnérabilité plus prononcée. Les perceptions d'une assistance humanitaire inadéquate et inégalement distribuée mettent en péril la solidarité sociale alors qu'ils sont en première ligne pour accueillir les déplacés. L'aide humanitaire, globalement destinée aux déplacés, au détriment de la communauté hôte vulnérable, suscite de la frustration. Les défis socio-économiques et la pression sur les ressources et services expliquent aussi les frustrations et tensions.

En outre, la perception d'une hausse de la criminalité ainsi que la récurrence d'accidents de la route à Koro et Téra, souvent associés aux déplacés, accentuent également les tensions. Le graphique ci-dessous présente les divers niveaux de perception des communautés à l'égard de l'arrivée des déplacés et des réfugiés, ainsi que les implications qui semblent en résulter.

Graphique 3 : Appréciation de l'impact de l'afflux de déplacés dans les localités de Koro, Ouahigouya et Téra



Source : Résultats des enquêtes quantitatives menées dans le cadre de cette étude.

Concernant la perception des communautés vis-à-vis de l'arrivée des déplacés et des réfugiés dans leur localité, bien qu'une proportion relativement élevée des enquêtés dans les trois zones se déclare favorable à l'accueil des personnes déplacées internes, la majorité estime que l'arrivée de ces déplacés génère de la méfiance au sein de la communauté (26 %). De plus, 19 % relèvent une frustration liée à l'aide humanitaire fournie, tandis que 17 % évoquent des pressions ou des risques de tensions concernant les moyens de subsistance, les services ou les opportunités économiques. Il existe également des préoccupations relatives à des tensions, des conflits et des violences. En effet, 15% des répondants évoquent des risques de tensions, conflits ou violence.



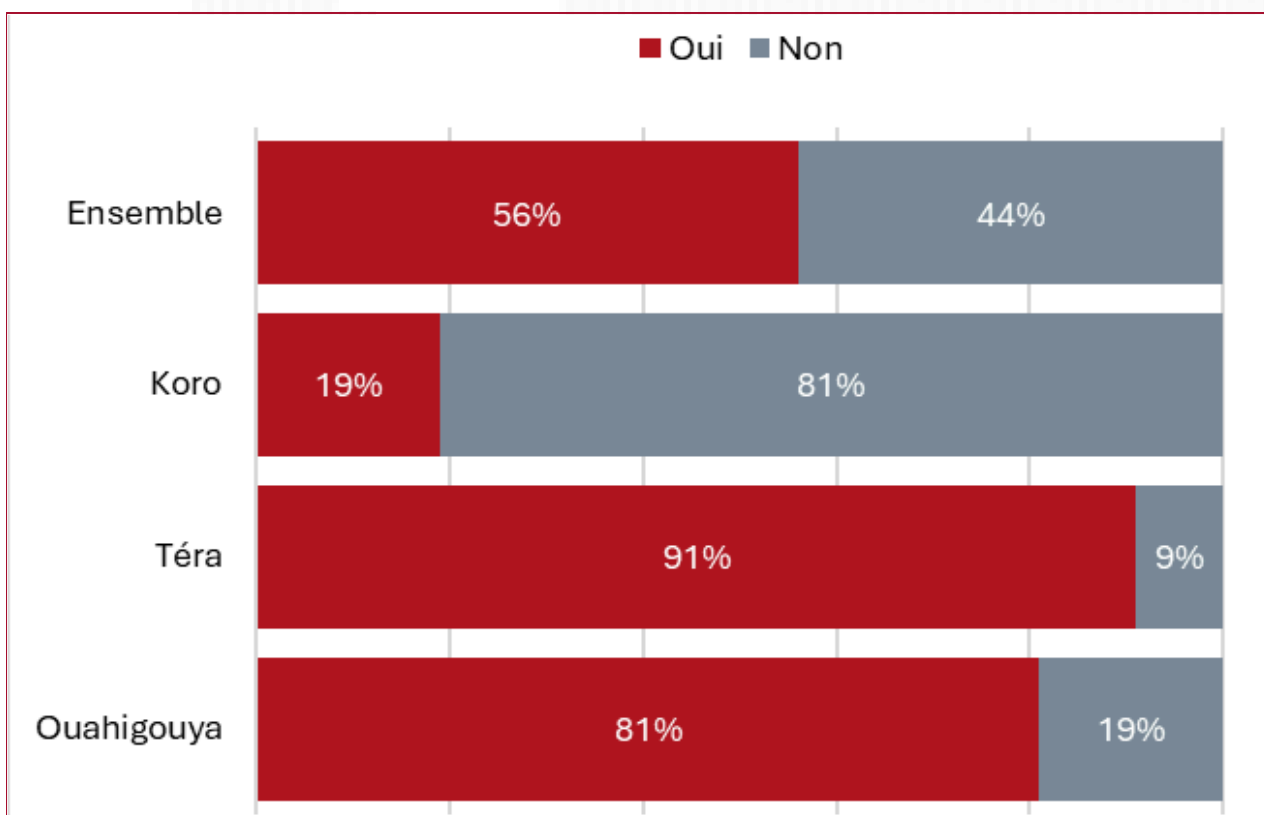


III. Effets de l'afflux de déplacés et la pression induite sur les dynamiques conflictuelles de la localité

Le graphique 3 sur l'impact de l'afflux de déplacés dans les localités de Koro, Ouahigouya et Téra révèle une perception distincte en fonction de chaque localité. À Ouahigouya, 28 % des répondants mentionnent une frustration liée à l'aide humanitaire, tandis que 22 % soulignent des pressions ou des risques de tensions concernant les moyens de subsistance, les services ou les opportunités économiques. À Téra, c'est surtout la méfiance (28 %) et les risques de tensions ou de conflits (23 %) qui prédominent. À Koro, 27 % les enquêtés se disent satisfaits de l'arrivée des déplacés, bien que 26 % reconnaissent que cela suscite également de la méfiance.

Les réponses mitigées à la question de savoir si l'afflux de déplacés dans la localité génère ou aggrave des tensions et conflits, posée à tous les enquêtés sauf aux réfugiés et déplacés internes, soulignent l'importance de favoriser la cohésion sociale et de déconstruire les préjugés liés à l'arrivée de ces populations, même si certaines perceptions peuvent avoir une part de vérité. **Les résultats de Téra (91%) et Ouahigouya (81%) montrent une forte perception de causalité à la différence des résultats de Koro où 81% des répondants ne voient aucun lien de causalité entre l'afflux et l'intensification des conflits.** Ceci montre la nécessité d'explorer cette question plus en profondeur grâce aux données qualitatives.

Graphique 4 : Appréciation de la causalité entre l'afflux de déplacés et l'intensification des Conflits



Source : Résultats des enquêtes quantitatives menées dans le cadre de cette étude

Les conflits **liés aux ressources naturelles** sont les plus fréquents dans les trois localités. À Ouahigouya, ils sont suivis par les **conflits causés par les groupes armés**, à Téra par **les tensions entre la communauté hôte et les PDI**. A Koro, les **conflits socio-professionnels et liés aux ressources naturelles** prédominent.

Par ailleurs, **la minorité des participants ayant mentionné des conflits entre la communauté hôte et les déplacés** à Koro, combinée au fait que **27 % des répondants se disent satisfaits de l'arrivée des déplacés**, semble indiquer que la communauté d'accueil ne considère pas le nombre important de déplacés comme la principale source des problèmes rencontrés. Cependant, il est important de noter que près de la moitié des répondants, malgré leur satisfaction, **estiment que cela engendre de la méfiance dans la localité**. Ces perceptions positives nuancent l'idée généralisée selon laquelle l'afflux de déplacés exacerbe les conflits, comme le montrent d'autres tendances relevées dans la localité, où **81 % des personnes interrogées estiment qu'il n'existe pas de lien entre l'afflux et l'intensification des conflits**. Bien que Koro soit l'une des localités les plus affectées par l'afflux, ces résultats démontrent la nécessité d'une analyse plus détaillée pour mieux comprendre les dynamiques dans chaque zone, au-delà des simples perceptions qui ont guidé cette recherche.

Graphique 5 : Typologie des conflits créés ou exacerbés par l'afflux de déplacés selon les enquêtés



Source : Compilation des résultats des enquêtes quantitatives menées dans le cadre de cette étude

Cependant **les données qualitatives** recueillies dans la localité de **Koro** révèlent que l'afflux de personnes déplacées entraîne plusieurs tensions et conflits au sein de la communauté, principalement autour de l'accès aux points d'eau, une ressource rare dans cette région, ainsi que l'utilisation des terres agricoles. En effet comme partagé par ce répondant acteur de la gouvernance locale « **Avec l'afflux des déplacés, il y a des conflits autour des points d'eau, à la fois entre les personnes déplacées elles-mêmes mais aussi entre elles et la communauté hôte. Les gens se disputent pour accéder au point d'eau. Samedi dernier, il y a même eu une altercation entre une femme déplacée et une fille de la communauté hôte, qui s'est terminée par des coups et blessures.** ».

Par ailleurs, pour ce qui est de la pression autour des terres agricoles, comme le souligne un membre d'une organisation de la société civile locale : « **Les déplacés exploitent les champs de culture des autres sans permission. Les espaces de culture sont insuffisants et les déplacés sont nombreuses, donc les conflits liés à l'espace de culture se sont multipliés.** ». La circulation routière et la fréquence des accidents, souvent attribués aux déplacés, jouent également un rôle significatif dans l'exacerbation des tensions au sein de la localité. Les abris et logements constituent aussi une autre source majeure de tensions, conflits. Selon l'un des répondants : « **Tous les conflits existaient au sein de la communauté, sauf le conflit entre locataire et bailleur (communauté hôte et déplacée) et les conflits liés à l'occupation illicite des maisons d'autrui** ». Trois dynamiques conflictuelles méconnues avant l'afflux sont ainsi relevées : conflits entre locataire et bailleur, conflits entre femmes déplacées et communautés hôtes autour des points d'eau ou en lien avec leurs enfants, conflits entre déplacés et communauté hôte lié à la circulation routière. Au-delà de ces dynamiques qui impliquent diverses parties prenantes, la méfiance et l'insécurité sont aussi prégnantes (même si les communautés les soulèvent moins) de même que des problèmes de sécurité alimentaire et une perception de tensions sociales croissantes, aggravées par la stigmatisation des déplacés.

À Ouahigouya, le flux de populations déplacées qui fuient les attaques des groupes armés intensifie la pression sur les ressources naturelles (point d'eau, bois de chauffe, terre, les zones non loties, le bétail et les dégâts y afférents) et entraîne aussi des répercussions sur les tensions entre ces dernières et la communauté hôte. Particulièrement en lien avec la dynamique liée au bois de chauffe, l'un des répondants considère : « **Avec la crise humanitaire, la brousse est inaccessible. Les femmes sont contraintes de se procurer du bois à des prix élevés et celles qui n'ont pas les moyens, particulièrement les déplacées, vont jusqu'à couper des arbres privés. La coupe de ces bois privés entraîne également des tensions communautaires entre les hôtes et les PDI** ». Par ailleurs, les déplacés, accusés de collusion avec les groupes armés sont également confrontés à une méfiance grandissante qui contribue aux actes de violence et discriminations, tels que des tentatives de lynchage (incident datant de 2023). Cette situation crée un climat conflictogène, exacerbant encore plus la vulnérabilité et la précarité des nouveaux arrivés et conforte les conflits majeurs relevés par les données quantitatives.

Il faut aussi préciser qu'il existe une forte dimension communautaire liée à cette dynamique et qui entraîne parfois des répercussions sur les interactions quotidiennes des deux groupes cibles. A l'instar de cette dynamique relevée par les répondants : « La promiscuité dans les marchés entraîne des conflits communautaires... Les femmes commerçantes PDI ont du mal à s'intégrer dans les marchés de la ville ». Les protagonistes de ces tensions diffèrent selon la dynamique concernée. Cependant dans presque toutes les trois localités, les personnes déplacées sont identifiées soit comme protagonistes, soit comme victimes. Ces tensions, conflits ont par ailleurs, diverses incidences qui rendent encore plus complexe la cohabitation et l'interaction entre les parties prenantes impliquées. Par ailleurs, la situation des femmes et des enfants devient plus précaire avec les cas d'exploitations relevés et en dernier lieu une insécurité qui exacerbe les tensions communautaires.

A Téra la plupart des répondants à l'enquête qualitative considèrent que l'afflux de déplacés n'a pas réellement d'impact sur les dynamiques conflictuelles de la localité. La seule dynamique conflictuelle sur laquelle, elle influe est celle opposant les communautés hôtes et les PDI et ceci particulièrement en lien avec l'occupation des espaces privés. La pression exercée par les populations déplacées sur les ressources locales est fréquemment perçue comme un facteur aggravant les attitudes de stigmatisation et de discrimination au sein de la communauté hôte. Un acteur humanitaire souligne : « **Bien que les interventions humanitaires aient été intensifiées, les ressources restent insuffisantes face à l'afflux massif. Les conditions de vie des déplacés sont précaires, avec un accès limité aux services sociaux de base. Les communautés d'accueil montrent des signes de tension en raison de la pression sur les ressources locales et de leur mode de vie peu compatible avec le leur** ». En effet, Un autre facteur influençant les relations entre ces deux groupes réside dans les différences culturelles et linguistiques, souvent sources de malentendus.

L'intensification de ces conflits s'explique également, pour des répondants, par le fait que certains projets ne prévoient pas de formations sur la prévention des conflits, se limitant souvent à la gestion des conflits à travers des dialogues et des médiations communautaires. **A Téra, par ailleurs**, au-delà des altercations et tensions entre déplacés et communautés hôtes, le manque de préparation pour le retour des déplacés et les tensions entre leaders affectent la collaboration entre les acteurs de la gestion de l'afflux et influent sur la mise en œuvre des initiatives.

En effet comme relevé par un répondant : « **Les autorités locales, telles que les mairies et les services techniques, ainsi que les ONG qui fournissent une aide essentielle, peuvent également être perçues comme « biaisées ou inégales » dans la distribution de l'aide** ».

Il est important de souligner que dans chacune des trois localités, l'aide humanitaire, en raison de la vulnérabilité, de la pression et de la concurrence autour des ressources et services, devient également un enjeu et peut parfois engendrer des clivages, tensions ou conflits, comme l'illustre l'encadré ci-dessous.

Encadré 1

Dynamique partagée à Ouahigouya

« **D'abord, tous les déplacés ne reçoivent pas des assistances. Aussi, ceux qui sont bénéficiaires et qui sont dans les familles d'accueil n'arrivent pas toujours à garder de bonnes relations avec leurs hôtes car ces derniers estiment que lorsqu'ils reçoivent l'assistance, les PDI ne le partagent pas avec eux alors qu'eux, (les hôtes) partagent le peu qu'ils ont avec les PDI. On peut relever le cas d'un membre de la communauté hôte ayant reçu un ménage de PDI, qui a fourni des efforts pour subvenir aux besoins du ménage PDI. Un jour, il s'est rendu à l'Action sociale pour se plaindre du fait que ce ménage ne reçoit pas d'assistance. L'agent social demande le nom du chef de ménage pour vérification. Après quoi, il s'est rendu compte que le ménage PDI qu'il hébergeait bénéficie trimestriellement d'une assistance et qu'il avait même déjà reçu 04 assistances. Cependant, ce ménage PDI n'a jamais contribué aux besoins alimentaires de la famille. Le membre de la communauté hôte a estimé que le chef de famille PDI a exercé un abus de confiance et de ce fait, l'a mis à la porte avec toute sa famille. Dès lors, on peut soutenir que les assistances sont des maux nécessaires ».**

La dynamique illustrée dans l'encadré, met en lumière à la fois des perceptions d'inégalités, des tensions autour du partage des ressources mais aussi une rupture relationnelle due à un manque de communication et de transparence. Il révèle aussi et souligne le besoin d'un meilleur encadrement de l'aide humanitaire, souvent considérée comme un mal nécessaire.

Cette partie met en lumière la variété des dynamiques de conflit, qui varient en fonction des particularités propres à chaque localité. Même si l'afflux de populations déplacées n'entraîne pas systématiquement une exacerbation des conflits, elle contribue incontestablement à accentuer la pression sur les ressources et les services, générant ainsi souvent frictions et tensions. Face à ces dynamiques, il est essentiel non seulement d'optimiser la fourniture des services (incluant l'aide humanitaire) et la gouvernance locale, mais également de favoriser la cohésion et l'entente entre les différents acteurs afin de prévenir les différents types de tensions et conflits observés dans les trois communes.



IV.

La mise à profit de la cohésion sociale pour atténuer la pression et les effets négatifs sur les conflits

Ces impacts illustrent la complexité et la gravité des défis posés par les déplacements massifs de populations dans les trois localités. Ils illustrent aussi la nécessité d'avoir des réponses coordonnées et adaptées pour atténuer les effets sur les communautés d'accueil et les déplacés. Il devient, en effet, évident **que l'aide humanitaire seule ne peut suffire à relever les défis associés, en particulier les clivages, tensions et conflits qui en découlent. La consolidation de la paix émerge comme un enjeu crucial.** Cette analyse, approfondie des effets de l'afflux notamment sur les dynamiques conflictuelles des localités concernées, s'avérait indispensable pour identifier les facteurs et enjeux spécifiques liés à ce phénomène. La réflexion spécifique sur l'optimisation des dynamiques de cohésion pour atténuer les tensions, conflits exacerbés par l'afflux, nous permet, de formuler des stratégies éclairées visant à atténuer les effets/impacts des dynamiques relevées et à promouvoir la cohésion et la paix dans ces contextes urbains complexes.

Le schéma ci-dessous illustre la diversité des acteurs, actions et mécanismes qui participent à la cohésion et à la paix dans les trois « centres urbains ». Une étude de perception menée par SIPRI et le LASDEL sur les déplacements forcés en zone urbaine dans le Sahel central relevait (et spécifiquement dans la zone du Liptako-Gourma) que la délivrance de services d'intérêt général ne dépend pas seulement des institutions étatiques, mais de nombreux acteurs, dont les ONG humanitaires et de développement. L'étude relevait par ailleurs, le fait que la délivrance de ces services se fonde sur une certaine confiance sociale (dans les autorités traditionnelles par exemple) d'où l'intérêt de travailler sur la crise de confiance et les mauvaises perceptions.

Schéma 2 : Panorama des acteurs, actions et mécanismes de prévention et de gestion des conflits



Source : Résultats des enquêtes qualitatives menées dans le cadre de cette étude.

À **Koro**, la gestion des conflits mobilise plusieurs catégories d'acteurs, tant traditionnels que modernes. Certains conflits sont résolus par la chefferie, notamment à travers l'action des COFO. Les ONG, souvent par l'intermédiaire de points focaux, interviennent dans les conflits au sein des communautés. Les conflits plus graves sont pris en charge par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et la mairie, notamment dans les cas de tensions entre quartiers ou villages. En revanche, les conflits intercommunautaires sont généralement gérés par des organisations locales, telles que l'association « Monon Bème » (qui signifie littéralement « Vivons ensemble »). Par exemple, cette association a facilité des négociations de paix entre les Groupes armés et le cercle de Koro, contribuant ainsi à apaiser la situation dans la région. Pour illustrer l'apport des chefferies et des acteurs locaux, un acteur de la gouvernance locale explique : « **La chefferie, avec l'appui des conseillers des villages, a joué un rôle déterminant dans la gestion de l'altercation entre la fille de la communauté hôte et la femme déplacée** ». La collaboration dans ce cadre des points focaux avec les conseillers du village pour faciliter la cohabitation a été fortement relevée. A **Téra**, ce sont particulièrement, les autorités locales et administratives (**chefs de villages, de tribus, hameaux, la mairie et la préfecture**), les **ONG** et les **comités mixtes** formés de communautés hôtes et déplacées qui jouent un rôle central. Les organisations de la société civile et les délégations locales sont également mobilisées pour résoudre les conflits. A **Ouahigouya**, en plus des **leaders coutumiers et religieux**, la localité se distingue par l'implication d'acteurs humanitaires comme **OCHA et DRC**, ainsi que des **médiateurs endogènes formés par des organisations comme l'association Arbre à palabres pour le développement au Burkina Faso (APABUFAD)**. Cette association joue un rôle essentiel à Ouahigouya. Elle favorise la cohésion sociale et la gestion pacifique des conflits grâce à des comités locaux de médiateurs endogènes, établis dans plusieurs localités comme Ouahigouya, Titao, Yako, Gourcy et Séguénéga. Les **services techniques** participent aussi activement à la résolution des tensions. Le rôle pacificateur des **Commissions nationales chargées des réfugiés** et celui de L'Observatoire Régional de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (OREPREGECC), présidé par le Gouverneur ont été aussi particulièrement relevés dans les localités.

S'agissant des approches et stratégies les plus pertinentes à mettre à profit, le constat est l'existence d'une diversité d'approches et stratégies qui contribuent, malgré des défis, à atténuer les effets négatifs de l'afflux de population sur les centres urbains.

Les activités sociales, récréatives et de cohésion

En plus des activités de prévention, de gestion et de consolidation de la paix menées par les leaders locaux (chefs traditionnels, organisations locales de la société civile), ainsi que par les autorités administratives et les acteurs humanitaires, divers efforts sont déployés pour revitaliser les mécanismes existants. Ces initiatives comprennent des campagnes favorisant la tolérance, la cohabitation et le « vivre ensemble ». Les interactions, échanges et moments de partage créés contribuent, aussi, dans ce cadre, à renforcer les liens sociaux, à promouvoir la cohésion, la solidarité et le vivre ensemble. Ceci est illustré par les espaces de dialogue, les plans d'action communautaires, les champs collectifs, les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), ainsi que des repas, journées et activités communautaires comme les lessives collectives, relevés par les répondants des trois centres urbains.

Le soutien aux populations vulnérables

L'identification des **défis spécifiques aux groupes vulnérables** et la prise en charge de leurs besoins à travers l'aide humanitaire, ainsi que la facilitation de leur accès aux ressources et services, contribuent à réduire les frustrations et la recherche de solutions alternatives. La création d'espaces sécurisés pour ces groupes, tels que la maison de la femme à Koro, favorise leur protection tout en diminuant les risques de violences, tensions et représailles. La solidarité envers les réfugiés et déplacés (soutien matériel, octroi de terres cultivables, accueil) est largement reconnue pour ses effets positifs sur leurs rapports avec la communauté hôte. Les initiatives de formation et de sensibilisation menées par les autorités et les organisations non gouvernementales, qu'elles soient locales ou internationales, sur les enjeux sociaux, environnementaux et conflictuels, jouent également un rôle crucial dans l'atténuation des griefs et tensions.

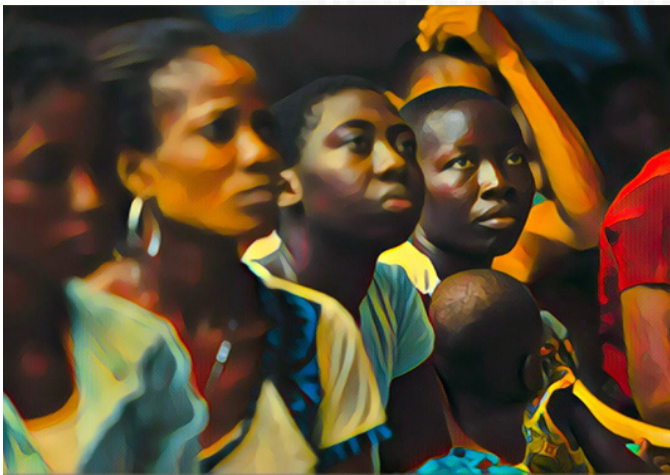
La mise à profit de valeurs et mécanismes endogènes

Il s'agit ici des efforts d'acteurs locaux pour prévenir les tensions et les conflits, et pour souvent en assurer la gestion et la résolution en mobilisant des valeurs traditionnelles. Les médiateurs endogènes jouent un rôle clé, tout comme les comités de veille. On note également le recours à certaines figures traditionnelles, telles que le Naaba Kiiba à Ouahigouya qui joue un rôle central dans la préservation des traditions, la médiation des conflits locaux et la cohésion sociale.

Les pratiques de prière collective, les prêches, et les traditions comme la parenté à plaisanterie, ainsi que le rôle particulier des forgerons et tisserands (Wemba et Benda) au Burkina Faso, contribuent également à ces efforts. La mise en place de cadres de concertation réunissant des leaders coutumiers, religieux, et des autorités locales (comme le préfet ou le gouverneur) est également reconnue pour améliorer les processus de gestion des conflits locaux.

L'amélioration de l'accès aux infrastructures, ressources et la gestion des plaintes

Malgré les défis relevés, des efforts sont déployés pour réduire les tensions autour des ressources et des infrastructures. Des cadres et dispositifs sont mis en place pour améliorer l'accès, gérer les plaintes notamment dans le cadre de l'assistance humanitaire.



Ces initiatives comprennent la mise en place de comités de veille, y compris sur les violences basées sur le genre (VBG), le développement de mécanismes favorisant la cohabitation pacifique, ainsi que la création de dispositifs spécifiques pour gérer les doléances. La réalisation de nouvelles infrastructures pour alléger la pression sur les ressources, comme des points d'eau supplémentaires, la création de sites d'accueil pour les personnes déplacées internes (PDI), et la promotion d'un accès équitable aux ressources et services sont identifiés comme pouvant réduire les conflits qui en découlent. Le projet PREVENIR constitue également, en soi, un levier qui contribue, à travers ses efforts, à la consolidation de la paix.

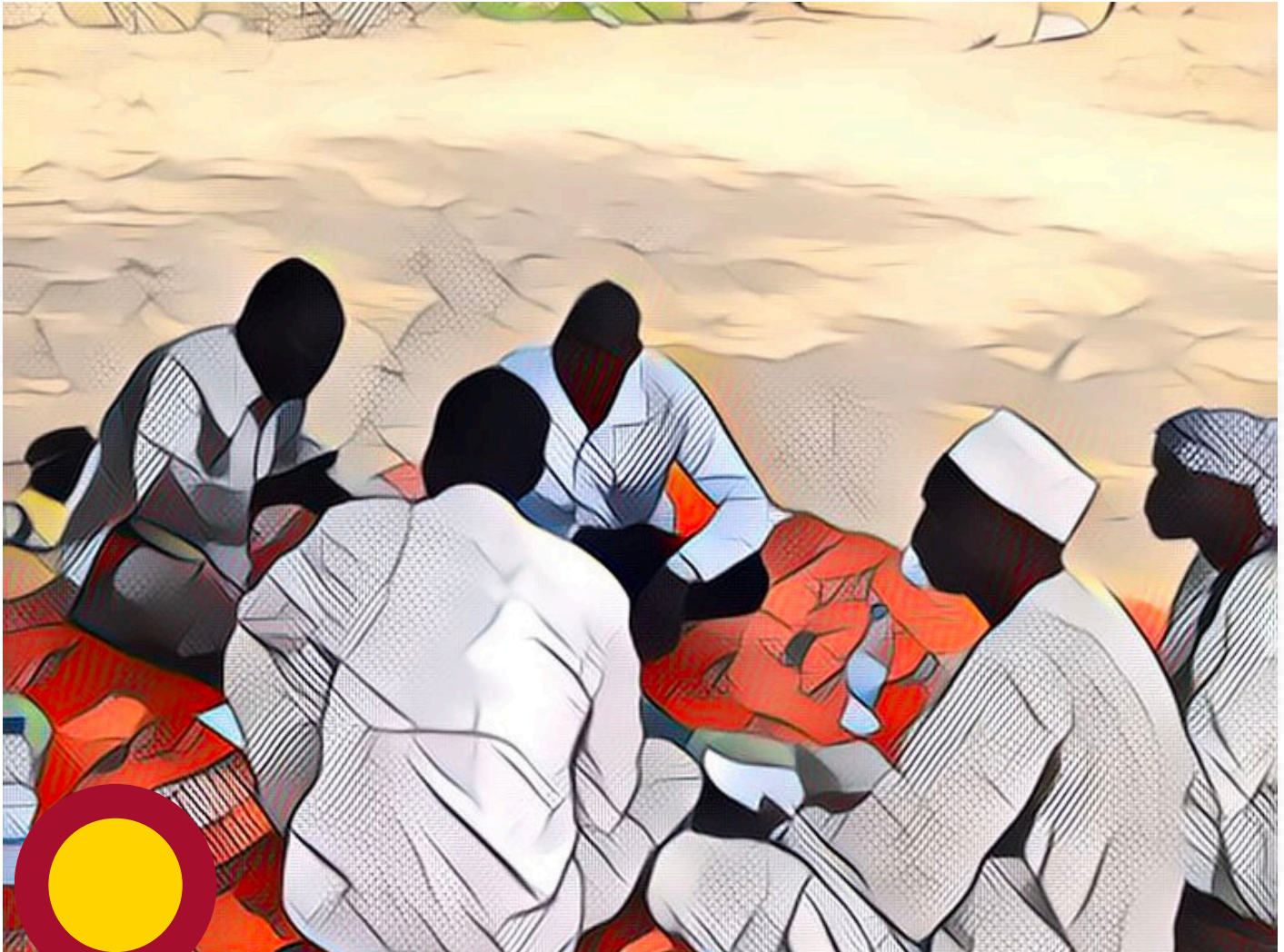
Encadré 2

Exemple de dynamique prise en charge dans le cadre du projet PREVENIR

En mai 2023, dans la commune de Téra, des tensions entre communautés hôtes et déplacés internes, liées à des problèmes de cohabitation, ont été signalées via le dispositif d'alerte précoce du projet PREVENIR. Conscient de l'impact potentiel de ces tensions sur la cohésion sociale, une analyse rapide de conflit (ARC) a été menée par les équipes du projet. À la suite des recommandations issues de l'analyse, un processus de médiation a été engagé afin de parvenir à un consensus entre les deux parties impliquées dans ce conflit. Cette médiation a permis de rétablir la communication entre les parties et d'atténuer les tensions. Cet exemple illustre les efforts conjoints de DRC et ses partenaires particulièrement les médiateurs endogènes dans les trois pays pour promouvoir la paix et renforcer les liens sociaux dans la région.

Source : Rapports et données terrain du projet PREVENIR à Téra, décembre 2024.

L'autre constat majeur dans ce cadre est la nécessité de combiner les approches impliquant un travail sur la **coexistence pacifique**, la **promotion de valeurs de paix et de tolérance** et des **efforts spécifiques visant à atténuer les divers enjeux conflictuels**. Cependant avant de travailler sur les enjeux conflictuels, il y'a un préalable. Selon le Responsable de la consolidation de la paix des opérations Multi-pays de DRC : « **Pour atténuer les effets de l'afflux de population sur les dynamiques conflictuelles observées, il est nécessaire, avant même de travailler sur les enjeux conflictuels qui les opposent, d'asseoir la cohésion sociale entre les parties prenantes par le biais d'une communication saine et transparente. Ce dialogue instauré favorisera une concertation sur la gestion des ressources et des services, ainsi qu'un accès juste et équitable pour tous. Ce processus facilitera, ainsi, la prise en charge des enjeux et l'atténuation des tensions et conflits de manière générale.** ». Il s'agit en somme de mettre l'accent sur ces éléments : la consolidation de la paix mais aussi des efforts visant une meilleure gestion des ressources naturelles, le renforcement des infrastructures, une gestion plus optimisée des flux de déplacés, la promotion de la cohésion sociale, de la gouvernance et enfin de la durabilité des actions.



Conclusions et recommandations

L'afflux de personnes déplacées vers les centres urbains entraîne des **impacts notables dans les localités** de Koro, Ouahigouya et Téra notamment une augmentation significative des besoins, une pression accrue sur les ressources disponibles, ainsi que sur les infrastructures et les services essentiels. Cette situation accentue la vulnérabilité des populations locales, influence l'inflation et le coût de la vie, et contribue (selon plusieurs répondants) à l'augmentation de la criminalité, tout en générant des stratégies de survie diverses parmi les communautés déplacées. Par ailleurs, bien que le lien de causalité entre cet **afflux et l'émergence de tensions** ou de conflits soit à nuancer, des **effets visibles sont observés, notamment une intensification des tensions, conflits et divisions voire parfois l'émergence de nouveaux types de dynamiques conflictuelles.**

Ces effets découlent principalement de la concurrence accrue pour les ressources et services ou d'une cohabitation difficile liée à des enjeux socioculturels multiples. L'analyse met aussi en évidence **des défis spécifiques liés à la gestion de cet afflux**. En effet, les autorités et les parties prenantes s'accordent sur l'insuffisance des services pour répondre aux besoins mais le constat est une **planification stratégique souvent défailante qui peine à assurer un accès équitable, en particulier pour les groupes les plus vulnérables, et d'alternatives concrètes pour pallier ces insuffisances**. L'analyse illustre aussi à divers niveaux, **la pertinence de l'optimisation de la cohésion sociale pour réduire les dynamiques conflictuelles exacerbées par l'afflux de déplacés**.

La **concertation et le dialogue, en vue d'une répartition équitable des ressources et d'un accès harmonisé aux services**, apparaissent, ainsi comme les leviers principaux pour promouvoir la cohésion sociale, alléger la pression sur les ressources et mobiliser les acteurs concernés. Une approche globale est nécessaire, incluant des recommandations clés et impliquant toutes les parties prenantes actives dans les localités, telles que les autorités locales et administratives, la société civile, les ONG internationales et humanitaires, les communautés, ainsi que les partenaires techniques et financiers :

Renforcer le dialogue inter et intracommunautaire pour la cohésion sociale

Encourager et institutionnaliser des dialogues réguliers entre les personnes déplacées et les communautés hôtes mais aussi les communautés locales, les acteurs religieux, coutumiers et les organisations communautaires pour renforcer la cohésion sociale. En parallèle, ces dialogues devraient être accompagnés de séances de sensibilisation (portant sur les enjeux conflictuels identifiés dans la localité) et de formations à la prévention des conflits, en s'inspirant des initiatives aux effets positifs menées par certains acteurs comme l'Action Sociale et la délégation spéciale citée à Ouahigouya.



Redynamiser et renforcer les capacités des acteurs de paix particulièrement les médiateurs pour une meilleure gestion des conflits

Redynamiser, accompagner et mettre en place des cadres de formation pour les leaders locaux, y compris les médiateurs endogènes et les responsables communautaires ainsi que les femmes et les jeunes, afin de renforcer l'efficacité de leurs efforts de résolution des tensions et conflits. A l'exemple de la collaboration entre DRC, l'APABUFAD et ses médiateurs endogènes et des organisations qui pourraient aussi inclure des volets sur la coordination des actions de paix et la gestion des flux de personnes déplacées.

Promouvoir le partage équitable des ressources et le relèvement économique pour réduire les tensions sociales

Développer des initiatives économiques inclusives, particulièrement pour les jeunes, les femmes, et les groupes vulnérables à travers des formations en agriculture, élevage, et autres métiers. Il s'agit aussi de renforcer la résilience économique et l'accès aux opportunités professionnelles par le biais d'alternatives positives offertes à ces groupes cibles grâce à des partenariats entre les autorités locales et les ONG comme recommandé par l'association des juristes burkinabais de Ouahigouya. Le renforcement des capacités des communautés sur la gestion des ressources pour une gestion durable constitue également une action qui participerait fortement à l'instar des actions relevées en amont à prévenir la violence, la criminalité et la quête d'alternatives de survie.

Faciliter l'intégration et l'autonomie des personnes déplacées internes et des réfugiés

Au-delà du développement d'initiatives économiques durable, favoriser une intégration harmonieuse et l'autonomisation des communautés déplacées participerait fortement à atténuer la pression et les dynamiques conflictuelles qui y sont liées. Il s'agit d'accroître les infrastructures et services essentiels, (points d'eau, logements temporaires, accès à la santé) de créer des comités de gestion et de veille et encore de plaintes pour accompagner les PDI et réfugiés dans leur intégration durable au sein des communautés d'accueil.

En partenariat avec des acteurs locaux comme l'OREPREGECC, ces actions doivent inclure un suivi continu pour soutenir les communautés et les PDI et réfugiés.

Coordonner des acteurs humanitaires et renforcer des synergies

Les ONG et les intervenants humanitaires relèvent particulièrement l'intérêt d'optimiser la coordination entre diverses entités impliquées sur le terrain (les acteurs humanitaires, autorités locales et administratives, les services techniques, etc.). Selon eux, la coordination et la synergie d'action sont essentielles pour éviter le chevauchement des efforts afin de renforcer l'efficacité des interventions, et de garantir que toutes les parties prenantes (gouvernements locaux, ONG, et communautés) collaborent pour l'atteinte de résultats collectifs. Cela pourrait inclure la création de plateformes régulières de concertation.

Mobiliser des ressources financières pour assurer la continuité des actions en faveur de la paix

L'un des enjeux majeurs relevé et qui influe aussi sur la gestion de l'afflux de déplacés dans les « centres urbains » est le manque de financement durable pour soutenir les actions de paix et de développement à long terme. Les acteurs de développement, humanitaires et de Consolidation de la paix soulignent fortement la nécessité de mobiliser des ressources financières pour garantir la pérennité des projets de cohésion sociale, de consolidation de la paix et aussi de certaines activités humanitaires. L'interruption des appuis est aussi souvent source de frustrations et d'incompréhension et ces financements permettraient d'assurer la continuité des interventions et d'éviter de potentielles tensions.

Sensibiliser aux principes humanitaires et renforcer la prévention des conflits

Les campagnes de sensibilisation à grande échelle sur les principes humanitaires, la paix, et la cohésion sociale pour améliorer la compréhension mutuelle entre les PDI, réfugiés et les populations hôtes constituent également une recommandation phare des acteurs humanitaires. Ces campagnes, menées par les acteurs humanitaires et leurs partenaires au niveau local, devraient inclure les autorités locales et les leaders communautaires afin de maximiser les impacts et de mieux prévenir et anticiper les tensions et conflits liés à l'octroi de l'aide humanitaires.

Bibliographie

Agence Française de Développement (AFD). (2020). « L'urbanisation, une tendance forte du peuplement africain ». Dans Atlas de l'Afrique, pour un autre regard sur le Continent (p. 62). Arman Colin.

Baele, F., Baudais, V., Deb, S., Diarra, T., Oumarou, H., & Ouédraogo, T.) : La protection humanitaire dans la région du Liptako-Gourma : Mécanismes locaux de protection et réponse humanitaire. Enquête de terrain réalisée dans la région du Liptako-Gourma (juin-juillet 2021). https://www.sipri.org/sites/default/files/2023-06/rapport_final_juin_2022_final_eng.pdf

Danish Refugee Council & Danish Demining Group. (2020, juillet). Lignes directrices relatives à l'analyse de conflits. <https://pro.drc.ngo/media/ls2omgvy/conflict-analysis-guidelines-public-version.pdf>.

Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO). (2023). Aperçu des besoins humanitaires - Burkina Faso : Cycle de programme humanitaire 2023. Publié en mars 2023.

Degorce, A., Kibora, L. O., Saint-Lary, M., Zidnaba, I., Fornasetti, P., et al. (2024). Réfugié en son propre pays : enquête collective sur les personnes déplacées internes à Ouagadougou (Burkina Faso). Uppsala : Uppsala Universitet, Uppsala Papers in Africa Studies, 9, 110 p. ISBN : 978-91-506-3054-1. <hal-04663625>

IDMC (2024) : Déplacement interne en Afrique : évolution des tendances (2009-2023), Internal Displacement Monitoring Centre, P. 31, <https://doi.org/10.55363/IDMC.VYIL2669>

Jeanneaux, P. (2024). Les conflits d'usage dans les espaces périurbains et ruraux français : Une approche par l'analyse économique de la décision publique. Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO).

Nations Unies. (2017). Méthodes pour l'analyse de la densité urbaine. United Nations Statistics Division. <https://unstats.un.org/unsd/demographic/sconcerns/densurb/densurbmethods.htm>

Norwegian Refugee Council (NRC): The world's most ignored displacement crisis: Burkina Faso –Published 01. Jun 2023|Updated 31. May 2023, <https://www.nrc.no/news/2023/june/burkina-faso-is-the-worlds-most-neglected-crisis/>

Oumarou, H., & Baudais, V. (2023). Étude sur l'accès des populations déplacées aux services d'intérêt général dans la région de Tillabéri : L'exemple de la commune urbaine de Téra (Niger). SIPRI & LASDEL.

Plateau Central. (2023). Rapport mensuel de monitoring de protection - Mars 2023. Fichier PDF : 03 - Rapport mensuel Monitoring de Protection - Mars 2023 - Plateau Central.

[Pushing the boundaries of anticipatory action using machine learning](#), Published online by Cambridge University Press: 17 January 2025

SIPRI, LASDEL, CGD. (2023). Enquête de perception sur les déplacements forcés en zones urbaines dans le Sahel central : Note d'analyse portant sur les résultats quantitatifs. Recherche coordonnée par V. Baudais, H. Oumarou, & T. Ouédraogo.

SIPRI, CEDA-CGD-LASDEL. (2023). Enquête sur les déplacements forcés en zones urbaines dans le Sahel central : Restitution de l'enquête de terrain.

Union Européenne. (2001). Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil. Journal officiel de l'Union européenne, JO L 212 du 7 août 2001, p. 12-23.



Fondé en 1956, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) est la plus grande ONG internationale du Danemark, avec une expertise spécifique dans le déplacement forcé. DRC est présent dans 40 pays et emploie 9000 personnes. DRC plaide pour les droits et les solutions pour les communautés touchées par le déplacement, et fournit une assistance à tous les stades des situations de déplacement : lors de crises majeures, lors de déplacements, pendant l'exil, lors de l'installation et de l'intégration dans de nouveaux lieux, ou pendant le retour. DRC aide les personnes déplacées à devenir autonomes et intégrées dans les sociétés d'accueil. DRC travaille avec la société civile et les autorités responsables pour promouvoir la protection des droits et l'inclusion.

Le code de conduite de DRC est au cœur de notre mission organisationnelle, et DRC vise les normes éthiques et professionnelles les plus élevées. DRC a été certifiée comme répondant aux normes de qualité les plus élevées selon la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de responsabilité - Core Humanitarian Standard on Quality and Accountability.

Pour en savoir plus sur le DRC, son mandat et sa mission, nous vous invitons à visiter notre site www.drc.ngo

Conseil danois pour les réfugiés
Borgergade 10, 3. / DK-1300 Copenhague K
Tél.: +45 3373 5000 / drc@drc.ngo / www.drc.ngo

Les impacts de l'afflux de déplacés
sur les «centres urbains» : analyse
des dynamiques plurielles dans les
chefs-lieux de commune et région

